



ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Questions particulières

Assurer une conduite
professionnelle,
dans le respect
des droits de chacun

*Commissaire
à la déontologie
policière*

Québec



ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
TABLE DES MATIÈRES
QUESTIONS PARTICULIÈRES

LIBELLÉ DE LA QUESTION		Référence au cahier MSP	PAGE
QP1-003	Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2021-2022, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, les dates des rencontres, le budget et les résultats obtenus.		1
QP1-004	Pour l'année 2021-2022, pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère, fournir : a. la liste des employés et des membres du conseil d'administration ; b. la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre, leur rémunération et les dates du début et de la fin de leur mandat ; c. la liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre, leur rémunération, la date du début et de la fin de leur mandat et leur curriculum vitae ; d. leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.		2
QP1-005	Pour l'année 2021-2022, le nombre d'employés à statut occasionnel au ministère et dont le contrat est arrivé à échéance et n'a pas été renouvelé, par secteur d'activité.		3
QP1-006	Pour l'année 2021-2022, le nombre d'employés à statut occasionnel au ministère qui ont été congédiés, par secteur d'activité.		4
QP1-007	Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère en 2021-2022.		5
QP1-008	Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère, par secteur, devenus permanents en 2021-2022.		6
QP1-009	Pour le ministère et chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer le nombre de postes abolis alors que l'employé était sous le régime du RQAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de l'abolition du poste.		7
QP1-010	Pour le ministère et chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer le nombre de postes abolis alors que l'employé était sous le régime du RQAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de l'abolition du poste.		8
QP1-011	Pour l'année 2021-2022, fournir la liste de tous les sondages commandés par le ministère ou par l'un de ses organismes, agences ou autres relevant du ministère, en incluant : a) les coûts; b) le nombre de participants; c) les questions posées aux participants; d) les résultats du sondage.		9
QP1-013	Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.		10
QP1-014	Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2021-2022. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.		16
QP1-015	Liste et détails de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2021-2022.		17
QP1-016	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2021-2022 : a) la liste de tous les concours et tirages réalisés; b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix; c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours; d) la liste des concours qui ont pris fin.		18

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
TABLE DES MATIÈRES
QUESTIONS PARTICULIÈRES

LIBELLÉ DE LA QUESTION		Référence au cahier MSP	PAGE
QP1-017	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023 : a) le nom de toutes les campagnes; b) les coûts de ces campagnes; c) le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser; d) les dates de diffusion de la campagne; e) les objectifs visés par chaque campagne.		19
QP1-018	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2021-2022 : a) le nombre d’employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques; b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques; c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d’autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes ; d) Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2021-2022 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées. e) Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2021-2022 au sein du cabinet du ministre. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.		20
QP1-226	L'effectif du bureau du Commissaire à la déontologie policière, par catégorie d’emploi, ainsi que la masse salariale pour chacune des catégories pour la période 2021-2022.		21
QP1-227	La liste des dirigeants de la commission, leur rémunération respective pour la période 2021-2022 ainsi que les augmentations et bonis prévus. La répartition des plaintes adressées au commissaire, par corps policier et constable spécial, pour la période 2021-2022 (incluant le nombre de plaintes, le total des policiers en cause), ainsi que le nombre de dossiers portés en appel, par corps policier.		22
QP1-228	La répartition des dossiers selon la décision prise à la réception des plaintes par le commissaire pour la période 2021-2022 ou, si le dossier est en suspens, les motifs pour lesquels aucune décision n’a été prise.		23
QP1-229	Motifs invoqués pour le refus de plaintes par le commissaire, et nombre de plaintes refusées, par motif.		24
QP2-002	Estimation des dépenses budgétaires supplémentaires qui sont nécessaires pour que le ministère puisse couvrir le même niveau de service que l’année précédente.		25
QP2-003	Argent neuf disponible pour de nouvelles initiatives 2021-2022 qui n’existaient pas en 2020-2021.		26
QP2-011	Évolution du budget alloué au Commissaire à la déontologie policière ces dix dernières années?		27
QP2-015	Le nombre de plaintes alléguant du racisme, de la discrimination ou du profilage racial reçues par la Commission de déontologie policière en 2021-2022. Ventiler par corps policiers.		28
QP2-023	Nombre de policiers ayant fait l’objet d’une enquête devant la Commission de déontologie policière en 2021-2022. Ventiler par types d’infractions et par corps policiers.		29
QP2-024	Quels projets, mesures, politiques ou programmes ont fait l’objet d’une analyse différenciée des sexes (ADS) ?		30
QP3-116	L’effectif du bureau du Commissaire à la déontologie policière, par catégorie d’emploi, ainsi que la masse salariale pour chacune des catégories pour la période 2021-2022.	QP1-226	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
TABLE DES MATIÈRES
QUESTIONS PARTICULIÈRES

LIBELLÉ DE LA QUESTION		Référence au cahier MSP	PAGE
QP3-117	La liste des dirigeants de la commission, leur rémunération respective pour la période 2021-2022 ainsi que les augmentations et bonis prévus.	QP1-227	
QP3-118	La répartition des plaintes adressées au commissaire, par corps policier et constable spécial, pour la période 2021-2022 (incluant le nombre de plaintes, le total des policiers en cause), ainsi que le nombre de dossiers portés en appel, par corps policier.	QP1-227	
QP3-119	La répartition des dossiers selon la décision prise à la réception des plaintes par le commissaire pour la période 2021-2022 ou, si le dossier est en suspens, les motifs pour lesquels aucune décision n’a été prise.	QP1-228	
QP3-120	Motifs invoqués pour le refus de plaintes par le commissaire, et nombre de plaintes refusées, par motif.	QP1-229	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.01 - COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 3 : Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2021-2022, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, les dates de rencontre, le budget et les résultats obtenus.

Comité ou groupe de travail	Mandat	Représentants MSP et autres	Budget	Résultats
Aucun comité				

Données au 28 février 2022

La période concernée est du 1er avril 2021 au 28 février 2022

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION 4 : Pour l'année 2021-2022¹, pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère, fournir :

- a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration;
- b) la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat, ainsi que leur rémunération;
- c) la liste des personnes qui ont été nommées, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, ainsi que leur rémunération. Inclure leur cv;
- d) leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.

	A)	B)	C)	D)
COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE	Voir réponse aux questions 226 et 227	Voir réponse aux questions 226 et 227	Voir réponse aux questions 226 et 227	2 796,48 \$

¹ La période concernée est du 1er avril 2021 au 28 février 2022

* Les notes biographiques des personnes nommées en vertu d'un décret sont disponibles dans la section des nominations sur le site du premier ministre : <https://www.emplois-superieurs.gouv.qc.ca/>.

Note : Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits des années concernées.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : 06.01 - COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 5 :	Pour l'année 2021-2022, le nombre d'employés à statut occasionnel au ministère et dont le contrat est arrivé à échéance et n'a pas été renouvelé, par secteur d'activité.
---------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE	0
----------------------------------------	---

Les données sont en date du 28 février 2022.
La période concernée est du 1er avril 2021 au 28 février 2022
Les données réfèrent aux employés assujettis à la Loi sur la fonction publique.
Les étudiants, les stagiaires et les saisonniers sont exclus.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : 06.01 - COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 6 : Pour l'année 2021-2022, le nombre d'employés à statut occasionnel au ministère qui ont été congédiés, par secteur d'activité.

COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE	0
----------------------------------------	---

Données au 28 février 2022.

La période concernée est du 1er avril 2021 au 28 février 2022

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : 06.01 - COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 7 : Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère en 2021-2022.

ENTITÉS	PÉRIODE DE RÉFÉRENCE 2021-2022 <u>OCCASIONNELS</u>		
	Nbre total employés au 28 février 2022	Nbre employés occasionnels au au 28 février 2022	%
COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE	43	13	30 %

Les données sont en date du 28 février 2022.
La période concernée est du 1er avril 2021 au 28 février 2022
Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits antérieurs.
Les étudiants, les stagiaires et les saisonniers de corps d'emploi 899 sont exclus.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : 06.01 - COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 8 : Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère, par secteur, devenus permanents pour 2021-2022.

ENTITÉS	PÉRIODE DE RÉFÉRENCE		
	2021-2022		
	<u>OCCASIONNELS</u>		
	Nbre employés occasionnels au 28 février 2022 auquel sont ajoutés les employés qui sont devenus permanents en cours d'année	Nbre employés occasionnels devenus permanents (temporaires)	%
COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE	13	-	0%

Les données sont en date du 28 février 2022.
La période concernée est du 1er avril 2021 au 28 février 2022
Les données réfèrent aux employés assujettis à la Loi sur la fonction publique.
Les étudiants, les stagiaires et le personnel saisonnier sont exclus.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : 06.01 - COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 9 : Nombre de postes abolis alors que l’employé était sous le régime du RQAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de l’abolition du poste.

ENTITÉS	PÉRIODE DE RÉFÉRENCE 2021-2022		
	Nbre de postes abolis au 28 février 2022 alors que l'employé était sous le régime RQAP	Région	Raison de l'abolition du poste
COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE	Aucun	Québec	
COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE	Aucun	Montréal	

Les données sont en date du 28 février 2022.
La période concernée est du 1er avril 2021 au 28 février 2022

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : 06.01 - COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 10 : Nombre de postes mutés alors que l'employé était sous le régime du RQAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de mutation du poste.

ENTITÉS	PÉRIODE DE RÉFÉRENCE 2021-2022		
	Nbre de postes mutés au 28 février 2022 alors que l'employé était sous le régime RQAP	Région	Raison de la mutation du poste
COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE	Aucun	Québec	
COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE	Aucun	Montréal	

Les données sont en date du 28 février 2022.
La période concernée est du 1er avril 2021 au 28 février 2022

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - **06.01** - COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 11 :	Pour l'année 2021-2022, fournir la liste de tous les sondages commandés par le ministère ou par l'un de ses organismes, agences ou autres relevant du ministère, en incluant : a) les coûts; b) le nombre de participants; c) les questions posées aux participants; d) les résultats du sondage
a) Coûts	AUCUN
b) Nombre de participants	
c) Questions posées aux participants	
d) Résultats du sondage	
Données au 28 février 2022 La période concernée est du 1er avril 2021 au 28 février 2022	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - **06.01** - COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 13 :	Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer une description sommaire, le lieu, le coût, le nombre de participants, et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.				
Formations, colloques et congrès Année 2021-2022¹					
Description de l'activité	Nom de l'unité administrative	Nombre de participants	Date de la formation	Lieu	Coût de l'inscription / personne
7th Annual Conference – Peacekeeping in First Nations Communities: Governing for Community Safety, Wellbeing and Good Relations	Secrétariat général et prévention	1	2021-09-27	En ligne	0,00
Body-Worn Cameras and the Policy Considerations for Police Governance	Secrétariat général et prévention	1	2021-04-29	En ligne	0,00
Colloque des directeurs de police autochtone du Québec 2021	Secrétariat général et prévention	1	2021-11-30	5, Place de la Rencontre Wendake QC G0A 4V0	225,00
Colloque des médiateurs familiaux - thème: la violence	Analyses préliminaires et conciliation	1	2021-10-21	En ligne	0,00

Comment négocier avec les personnalités difficiles?	Analyses préliminaires et conciliation	1	2022-01-27	En ligne	95,72
Comment négocier avec les personnalités difficiles?	Analyse préliminaire et conciliation	1	2021-04-07	En ligne	95,72
Comment négocier avec les personnalités difficiles?	Analyses préliminaires et conciliation	1	2022-01-19	En ligne	58,75
Comment négocier avec les personnalités difficiles?	Analyses préliminaires et conciliation	3	2021-04-01	En ligne	95,72
Conférence des juristes de l'État - Pouvoirs et contrepouvoirs en temps de crise	Services juridiques	1	2021-09-10	En ligne	0,00
Conférences en santé autochtone – Accès au système	Secrétariat général et prévention	1	2021-12-13	En ligne	65,00
Congrès Francopol - " Police et citoyen : la confiance au cœur des interventions"	Secrétariat général et prévention	2	2021-11-17	En ligne	35,00
De nouveaux droits pour les patients en fin de vie	Services juridiques	1	2021-05-17	En ligne	0,00
Défis de la médiation en ligne	Analyses préliminaires et conciliation	3	2022-02-11	En ligne	203,74
Droit constitutionnel avancé	Services juridiques	1	2021-08-30	320, rue Sainte-Catherine Est	304,92
Droit de l'administration publique	Services juridiques	1	2021-04-23	En ligne	262,29
Droit international public	Services juridiques	1	2021-09-02	141, av. du Président-Kennedy, Montréal,	304,92
Droit judiciaire 2	Services juridiques	1	2021-04-23	En ligne	293,49
Droits, réalités autochtones et compétences culturelles pour les avocats	services juridiques	1	2021-06-07	En ligne	0,00
Formation en affaires autochtones	Secrétariat général et prévention	1	2021-04-28	En ligne	0,00

Formation en ligne sur les réalités autochtones	Analyses préliminaires et conciliation	1	2021-12-14	En ligne	0,00
Formation en ligne sur les réalités autochtones	Secrétariat général et prévention	1	2021-04-01	En ligne	0,00
Gestion financière du secteur publique	Services juridiques	1	2021-04-27	En ligne	262,29
Interprétation des lois	Services juridiques	1	2021-04-23	En ligne	293,49
Introduction aux ressources et aux services du CAIJ	Services juridiques	1	2021-02-21	En ligne	0,00
La déontologie judiciaire	Services juridiques	1	2022-02-24	En ligne	72,72
La déontologie judiciaire	Services juridiques	1	2021-02-25	En ligne	91,70
La déontologie judiciaire	Commissaire	1	2021-09-09	En ligne	91,70
La gestion des priorités, des suivis et des tâches avec Outlook et To-Do	Services juridiques	2	2022-02-10	En ligne	0,00
La longue marche vers la justice: réflexions des 40 dernières années d'espoirs et de déceptions	Secrétariat général et prévention	1	2021-11-24	En ligne	0,00
La profession à l'heure de la pandémie : travailler et interagir à distance	Services juridiques	1	2021-04-29	En ligne	0,00
La profession à l'heure de la pandémie: Aspects légaux et obligations de l'employeur	Services juridiques	1	2021-05-17	En ligne	0,00
La profession à l'heure de la pandémie: Travailler et interagir à distance	Services juridiques	1	2021-07-12	En ligne	0,00
Lancement de l'étude « l'imparc destechologies de l'imformation et des communications sur la formation des juristes au Québec : constats préliminaires et pistes de réflexion pour l'avenir	Services juridiques	2	2021-04-19	En ligne	0,00

Le contrat de vie commune : ce document que personne ne veut signer	Services juridiques	1	2021-05-12	En ligne	0,00
Le mémoire : la première occasion de convaincre et la Cour d'appel à l'ère numérique	Services juridiques	1	2022-02-23	En ligne	27,31
Le mémoire: La première occasion de convaincre et comment faciliter le travail de la Cour dans un contexte numérique (prise 2)	Services juridiques	2	2021-05-19	En ligne	0,00
Le mémoire: La première occasion de convaincre et comment faciliter le travail de la Cour dans un contexte numérique (prise 2)	Services juridiques	2	2021-11-24	En ligne	0,00
Le pourvoi en contrôle judiciaire après l'arrêt Vavilov	Services juridiques	1	2021-11-02	En ligne	112,68
Le racisme vu sous l'angle des droits de la personne	Services juridiques	1	2021-06-17	En ligne	0,00
le stress : comment chasser le mammoth sans y laisser sa peau	Services juridiques	3	2022-02-15	En ligne	0,00
Les bases de la communication non-violente et l'écoute sans jugement	Analyses préliminaires et conciliation	1	2021-12-07	En ligne	0,00
Les espèces animales et le droit	Services juridiques	1	2021-05-11	En ligne	293,64
Les objections à la preuve en droit civil québécois	Services juridiques	1	2021-12-08	En ligne	83,36
Les personnalités difficiles	Analyse et conciliation	1	2021-08-02	En ligne	95,72
L'obligation de confidentialité imposée à l'avocat n'est pas limitée à	Services juridiques	1	2021-11-18	En ligne	0,00
Midi-causerie d'actualité législative « réforme de la charte de la langue française »	Services juridiques	1	2021-05-20	En ligne	0,00
Personnalités difficiles, qui sont-elles?	Analyses préliminaires et conciliation	1	2022-01-25	En ligne	95,72

Personnalités difficiles, qui sont-elles?	Analyses préliminaires et conciliation	1	2022-01-19	En ligne	58,75
Personnalités difficiles, qui sont-elles?	Analyses préliminaires et conciliation	3	2021-04-01	En ligne	95,72
Personnalités difficiles, qui sont-elles?	Analyses préliminaires et conciliation	1	2022-02-03	En ligne	95,71
Personnalités difficiles; le coffre à outils	Analyses préliminaires et conciliation	2	2021-04-01	En ligne	95,72
Prévention des différends	Analyses préliminaires et conciliation	1	2021-11-19	U de Sherbrooke- Longueuil	272,52
Principes et enjeux de l'administration publique	Services juridiques	1	2021-04-23	En ligne	262,29
Quand un parent déménage : attention, zone de turbulence	Services juridiques	1	2021-05-12	En ligne	0,00
Regard sur le rôle de l'avocat dans l'administration publique	Services juridiques	1	2022-02-24	En ligne	0,00
Regard sur le rôle de l'avocat dans l'administration publique	Services juridiques	1	2021-05-26	En ligne	0,00
Séminaire Intersection - Approche de la police communautaire	Secrétariat général et prévention	3	2021-11-25	ENPQ - 350 Rue Marguerite d'Youville, Nicolet, QC J3T 1X4	125,00
Sensibilisation à l'amélioration continue	Enquêtes	29	2021-04-01	En ligne	0
Sensibilisation à l'amélioration continue	Analyses préliminaires et conciliation	2	2021-11-01	En ligne	0,00
Techniques de plaidoirie : interrogatoire et contre-interrogatoire	Services juridiques	1	2021-07-20	En ligne	0,00
Understanding the Thin Blue Line	Secrétariat général et prévention	1	2022-02-15	En ligne	210,00

Contrats de formation

--	--	--	--	--	--

Données au 28 février 2022
La période concernée est du 1er avril 2021 au 28 février 2022

¹Les informations relatives au 4^e trimestre seront disponibles le 15 mai 2022

Commissaire à la déontologie policière : <https://deontologie-policiere.gouv.qc.ca/fileadmin/transparence/commissaire/commissaire.html>

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME :ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - **06.01** - COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 14 : Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2021-2022. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

DOCUMENTS TRADUITS / CONTRATS OCTROYÉS	NOM DES FIRMES RETENUES	COÛTS (\$)
TOTAL		\$ 15 779
Décisions (189)	Traduction Amériques	12 374
Lettres (15)	Traduction Amériques	982
Demandes d'accès à l'information (12)	Traduction Amériques	786
Autres documents (affiches, documents d'information) (25)	Traduction Amériques, Lexis Communications	1 637

Données au 28 février 2022
Note : La période concernée est du 1er avril 2021 au 28 février 2022

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.01 - COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 15 : Liste et détails de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2021-2022.

ADRESSES	NATURE DE LA DEMANDE
2535, boul. Laurier, bur. 1,06, Québec, QC	Installation d'une deuxième caméra de surveillance à côté de la réception : 1 838,76 \$
2050, rue de Bleury, bur. 7,50, Québec, QC	Installation d'une deuxième caméra de surveillance à côté de la réception : 1 821,49 \$

Données au 28 février 2022

La période concernée est du 1er avril 2021 au 28 février 2022

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.01 - COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 16 :	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2021-2022 : a) la liste de tous les concours et tirages réalisés; b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix; c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours; d) la liste des concours qui ont pris fin.
Aucun	

Données au 28 février 2022
La période concernée est du 1er avril 2021 au 28 février 2022

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - **06.01** - COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 17 : Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023 :

- a) le nom de toutes les campagnes;
- b) les coûts de ces campagnes;
- c) le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser;
- d) les dates de diffusion de la campagne;
- e) les objectifs visés par chaque campagne.

LISTE DES CAMPAGNES DE PUBLICITÉ ET DE SENSIBILISATION	FOURNISSEURS	COÛT (\$)
Aucune		-

Données au 28 février 2022
La période concernée est du 1er avril 2021 au 28 février 2022

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.01 - COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 18 : Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2021-2022 :

- a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;**
- b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;**
- c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes ;**
- d) Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2021-2022 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.**
- e) Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2021-2022 au sein du cabinet du ministre. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.**

- a)** Une employée dont les dossiers d'affaires publiques constituent environ 10 % de la charge de travail.
- b)** Aucun
- c)** Aucun
- d)** Aucune. Nous utilisons les services de veille et de revue de presse de I.C.I. Influence Communications inc. (Communication Demo inc.) par l'entremise du MSP.
- e)** S. O.

Données au 28 février 2022

La période concernée est du 1er avril 2021 au 28 février 2022

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.01 - COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 226 : L'effectif du bureau du Commissaire à la déontologie policière, par catégorie d'emploi, ainsi que la masse salariale pour chacune des catégories pour la période 2021-2022.

CATÉGORIES D'EMPLOI	EFFECTIFS ¹	MASSE SALARIALE (\$)
Dirigeant et membre	2,00	277 739
Cadres	4,56	321 114
Professionnels	23,66	2 077 449
Techniciens	2,04	108 175
Personnel de bureau	5,00	221 981

¹ Le niveau d'effectifs est calculé selon la cible d'heures rémunérées, soit **62 453** heures pour l'année 2021-2022 (considérant que 1 ETC = 1 826,3 heures).

Données au 28 février 2022

La période concernée est du 1er avril 2021 au 28 février 2022

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE -06.01 - COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 227 : La liste des dirigeants de la commission, leur rémunération respective pour la période 2021-2022 ainsi que les augmentations et bonis prévus. La répartition des plaintes adressées au commissaire, par corps policier et constable spécial, pour la période 2021-2022 (incluant le nombre de plaintes, le total des policiers en cause), ainsi que le nombre de dossiers portés en appel, par corps policier.

TITRE	NOM	MANDAT	TRAITEMENT AU 28 février 2022 (\$)
Le commissaire à la déontologie policière	M ^e Marc-André Dowd	13 mars 2017 au 12 mars 2022	146 092
La commissaire adjointe	M ^e Hélène Tremblay	13 septembre 2020 au 12 septembre 2025	131 647

POUR LES AUGMENTATIONS ET BONIS PRÉVUS : Conformément aux orientations gouvernementales

Note: Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits des années concernées.

Exercice 2021-2022

1) Nombre de plaintes reçues¹ :

	NOMBRE DE PLAINTES ²	NOMBRE DE POLICIERS
Sûreté du Québec	621	803
Service de police de la Ville de Montréal	549	776
Corps de police municipaux	1 023	1 472
Polices autochtones	33	41
Constables spéciaux	14	18
Contrôleurs routiers	9	13
Agents de la protection de la faune	10	10
Autres : BEL, CN, UPAC, SPCA, STM	44	48

2) Nombre de dossiers portés en appel devant la Cour du Québec par corps policiers¹ :

	NOMBRE DE DOSSIERS
Sûreté du Québec	2
Service de police de la Ville de Montréal	4
Corps de police municipaux	2
Constables spéciaux	0

Données au 28 février 2022

¹ Du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022

² Une plainte peut impliquer des policiers de plus d'un corps de police.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.01 - COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 228 : La répartition des dossiers selon la décision prise à la réception des plaintes par le commissaire pour la période 2021-2022 ou, si le dossier est en suspens, les motifs pour lesquels aucune décision n'a été prise.

Exercice 2021-2022

Traitement apporté et décisions à la suite de l'examen préliminaire¹ :

	NOMBRE DE DÉCISIONS
Conciliation	530
Enquête	137
Plainte refusée	1 269
Désistement	0
À l'étude	691

Données au 28 février 2022

¹ Du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022.

Motifs pour lesquels aucune décision n'a été prise :

À la réception d'une plainte, le Commissaire dispose en vertu de la loi d'un délai de 40 jours pour procéder à son examen préliminaire. À cette fin, il constitue un dossier initial qu'il veut, dès cette étape, le plus complet possible. Ce dossier contient, entre autres, l'information et les précisions qui lui sont communiquées par le plaignant ainsi que les documents policiers et judiciaires disponibles.

Note: Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits des années concernées.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - 06.01 - COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 229 : Motifs invoqués pour le refus de plaintes par le commissaire, et nombre de plaintes refusées, par motif.

2021-2022¹

1269² plaintes furent refusées à la suite de leur examen préliminaire, et ce, pour les raisons suivantes :

- Un élément essentiel à sa recevabilité fait défaut :
 - elle ne vise pas un policier ou un constable spécial (ex. un préposé au stationnement);
 - cette personne n'était pas, lors de l'incident à l'origine de la plainte, dans l'exercice de ses fonctions (la plainte porte sur des actes qui n'ont pas de relation avec l'exercice de la fonction de policier et qui ont été perpétrés hors des heures de service);
 - ce n'est pas un acte dérogatoire au Code de déontologie des policiers du Québec.
- La plainte est prescrite (le délai de prescription est d'un an).
- La plainte est manifestement frivole, vexatoire ou portée de mauvaise foi (ex. plaintes répétitives alors que le Commissaire a déjà disposé de telles plaintes de la part du plaignant).
- Le Commissaire n'a pu obtenir dans le délai prescrit (40 jours pour procéder à l'examen préliminaire) la collaboration du plaignant pour recueillir les éléments d'information nécessaires au traitement de sa plainte.
- Les vérifications effectuées auprès du plaignant, d'autres personnes impliquées ou à partir des documents disponibles (ex. : rapports opérationnels) permettent de conclure qu'il n'y a pas eu dérogation déontologique en l'espèce.
- Le plaignant n'a pas fourni de motif valable pour s'opposer à la conciliation.

Données au 28 février 2022

¹ Pour les années antérieures, veuillez vous référer aux cahiers de l'Étude des crédits des années concernées.

² Du 1^{er} avril 2021 au 28 février 2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 2 : Estimation des dépenses budgétaires supplémentaires qui sont nécessaires pour que le ministère puisse couvrir le même niveau de service que l'année précédente.

Veuillez vous référer au budget de dépenses 2021-2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 3 : Argent neuf disponible pour de nouvelles initiatives 2021-2022 qui n'existaient pas en 2020-2021.

Veuillez vous référer au budget de dépenses 2021-2022.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^e GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : ENCADREMENT ET SURVEILLANCE - **06.01** - COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 11 : Évolution du budget alloué au Commissaire à la déontologie policière ces dix dernières années?

Veuillez vous référer au budget de dépenses des exercices financiers correspondants.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

**QUESTION 15 : Nombre de plaintes alléguant du racisme, de la discrimination ou du profilage racial reçues par la Commission de déontologie policière en 2021-2022.
Par corps policiers.**

Veuillez vous référer au Rapport annuel de l'exercice précédent. Les données pour 2021-2022 seront disponibles dans le prochain rapport annuel.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 23 : Nombre de policiers ayant fait l'objet d'une enquête devant la Commission de déontologie policière en 2021-2022. Ventiler par types d'infractions et par corps policiers¹.

Veuillez vous référer au Rapport annuel de l'exercice précédent. Les données pour 2021-2022 seront disponibles dans le prochain rapport annuel.

¹Il n'est pas possible de fournir une réponse précise à cette question, car le nombre de policiers visés par une enquête peut varier selon l'évolution de celle-ci.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

QUESTION 24 : Quels projets, mesures, politiques ou programmes ont fait l'objet d'une analyse différenciée des sexes (ADS) ?

AUCUN

